

Conseil de l'Europe: ne pas se bercer d'illusions

OPINION

L'accession d'Alain Berset au poste de secrétaire général du Conseil de l'Europe, le 18 septembre dernier, a attiré l'attention des médias suisses. D'une manière générale, cette nomination a été présentée comme un succès important qui permettrait à notre pays d'exercer davantage d'influence sur le Vieux-Continent. Peut-être même comme un moyen de compenser ses difficultés avec l'Union européenne et l'OTAN.

Seul problème, et pas des moindres, cette organisation est en état de quasi mort clinique. Faites l'exercice autour de vous et avec vous-même. Qui peut citer le moindre exemple concret dans sa vie quotidienne qui aurait été déterminé par cette organisation? Le Conseil de l'Europe est certes à l'origine de 226 chartes et conventions. Mais dans la réalité, quel effet? En comparaison de l'Union européenne, le bilan est indiscutablement très maigre.

Il y a cependant une exception à cette observation: la Convention européenne des droits de l'homme et la Cour qui y est liée. Elle fonctionne bien, et c'est le volet de l'action du Conseil de l'Europe le mieux identifié du grand public. Rien qu'en 2023, elle a rendu près de 7000 arrêts. Et, on s'en souvient, elle a condamné la Suisse pour inaction climatique le 9 avril de cette année.

Il est néanmoins important de rappeler que le secrétariat général n'a pas de prise sur la Cour qui est indépendante et supranationale!

Le Conseil de l'Europe est agonisant pour plusieurs raisons.

D'abord, les décisions importantes du Comité des ministres se prennent à l'unanimité. Chaque Etat possède donc un droit de veto, ce qui empêche d'avancer sur des thématiques majeures, contrairement à ce qui se passe dans l'Union européenne.



RENÉ SCHWOK
PROFESSEUR HONORAIRE EN ÉTUDES EUROPÉENNES, UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Le Conseil de l'Europe souffre d'un problème de crédibilité, avec en son sein des Etats qui ne respectent pas les valeurs démocratiques

De plus, les Etats membres n'ont souvent pas ratifié les nombreuses chartes et conventions du Conseil de l'Europe. Ainsi, la Suisse n'en a ratifié qu'environ 55%. La Confédération continue aussi à se distinguer en étant l'un des rares pays d'Europe occidentale à ne pas avoir ratifié la Charte sociale européenne révisée. Et ce, malgré un rapport favorable du Département fédéral des affaires étrangères (2014).

Ensuite, le Conseil n'a que peu de moyens. Avec environ 650 millions d'euros de budget par an pour près de 700 millions d'habitants, on ne peut pas aller très loin. Comme ordre de grandeur, c'est le budget de l'Université de Genève! Le budget de l'UE se monte lui à plus de 170 milliards d'euros, soit environ 270 fois

plus, pour beaucoup moins d'habitants.

A cela s'ajoute que son Assemblée parlementaire est consultative, contrairement au Parlement de l'Union européenne qui a le plus souvent un droit de codécision et peut donc forcer les gouvernements à des compromis.

En outre, le Conseil pâtit de la concurrence d'autres organisations actives dans le domaine des droits humains: l'ONU et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), certes également peu efficaces. Plus récemment, l'Union européenne s'est lancée dans le même registre: Agence européenne des droits fondamentaux, Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes etc.

Enfin, et surtout, le Conseil de l'Europe souffre d'un problème de crédibilité, avec en son sein des Etats qui ne respectent pas les valeurs démocratiques et les droits humains: l'Azerbaïdjan et la Turquie par exemple. Et il a fallu attendre l'agression russe contre l'Ukraine en 2022 pour que Moscou soit enfin poussé vers la sortie. Comme si la Russie n'avait pas bafoué toutes les valeurs du Conseil de l'Europe auparavant.

Presque personne ne se souvient des noms des prédécesseurs d'Alain Berset. Pourra-t-il laisser une trace dans l'histoire et insuffler un nouveau souffle à cette organisation? On ne peut que le lui souhaiter car il possède des qualités indéniables qu'il a, entre autres, montrées durant la gestion de la crise du covid.

Maintenant, si le Conseil de l'Europe ne peut pas être revitalisé, il faudra un jour se poser la question de sa restructuration et de son éventuel démantèlement, à l'exception déjà mentionnée de la Convention européenne des droits de l'homme qui, elle, exerce une influence. ■

Contorsions nucléaires

OPINION



JEAN-YVES PIDOUX
COPRÉSIDENT DES GRANDS-PARENTS POUR LE CLIMAT

Ceux-là mêmes qui ne cessent de rappeler que le marché n'offre pas de «free lunch», veulent faire un cadeau éternel et payé par les contribuables

selon laquelle les subventions octroyées dans l'efficacité énergétique ne le soient qu'à des projets dont le retour sur investissement soit atteint en quelques années. Dans les parlements et les groupes d'experts, l'objectif a toujours été de minimiser les subventions, même en mettant en œuvre l'antienne conduisant à privatiser les bénéfices et à collectiviser les pertes. La droite a souligné constamment que les obligations se devaient d'être rentables pour ceux auxquels elles s'appliquaient.

Certains grands acteurs de l'électricité en Suisse affichent une prudente satisfaction à l'idée que le nucléaire soit remis au goût du jour. Mais ils s'empressent d'ajouter qu'ils ne sauraient se lancer dans de tels investissements sans un soutien public substantiel. Les délais et les coûts de construction d'une centrale nucléaire sont, on l'a vu en France, en Angleterre ou en Finlande, de plus en plus immaîtrisables – sans compter ceux liés à la question toujours

pendante de la gestion des déchets.

Quel serait le soutien public au nucléaire? Le prétendu renouveau de la filière illustre en tout cas le fait que la droite fédérale – parlementaire et gouvernementale – a perdu le souvenir des réticences qu'elle affichait lorsqu'il s'agissait de soutenir les énergies renouvelables et les économies d'énergie.

Au fil des prises de position des acteurs du nucléaire suisse, des chiffres se dessinent: le soutien public devrait couvrir bien plus de la moitié des coûts. Mais en bonne logique capitaliste, un investisseur qui finance 60% ou 70% d'un projet en devient, en fait et peut-être aussi en droit, le propriétaire. Les ténors de la droite qui s'affichent comme connaisseurs de l'entreprise et qui, dans l'économie privée, ne se feraient pas faute de rappeler que «qui paie commande» et même que «qui paie détient», semblent l'oublier quand il s'agit de soutien au nucléaire.

Bien plus: si l'on devait appliquer les critères de rentabilité établis par cette même droite, il faudrait que les subventions permettent que les projets soutenus soient *break even* en quelques années. Voilà qui est impossible à envisager pour une installation nucléaire, et autant dire que les subventions consenties le seront à fonds perdu. Ceux-là mêmes qui ne cessent de rappeler que le marché n'offre pas de *free lunch* veulent faire un cadeau éternel et payé par les contribuables. A moins qu'ils ne revendiquent, à la française, l'étatisation de cette énergie – ce qui n'est guère plus compatible avec leur credo libéral. Outre le fait que la construction d'une centrale nucléaire ne résoudrait pas les problèmes énergétiques qui se poseront à la Suisse dans les prochaines décennies, ces retournements acrobatiques se doivent d'être relevés, avec un zeste d'ironie. ■

Jean-Yves Pidoux est aussi ancien conseiller municipal lausannois et ancien directeur des Services industriels de Lausanne.

Cette «droite Trocadéro» qui arrive au pouvoir sept ans après

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



PAUL ACKERMANN
CORRESPONDANT À PARIS

Depuis quelques jours, les commentateurs français n'ont que cette famille politique à la bouche pour décrire la coloration du nouveau gouvernement français. Dans sa composition, le premier ministre Michel Barnier aurait largement fait le choix de la droite dite «Trocadéro», du nom de la fameuse place parisienne où François Fillon avait tenu son grand meeting de la présidentielle 2017.

Cette «droite Trocadéro» n'est pas arrivée au pouvoir quand elle était censée y accéder, en 2017, avec un François Fillon ultra-favori mais qui avait fini par exploser en vol à cause de différents soupçons de détournement de fonds publics, d'emplois fictifs et de trafic d'influence. Celui qui devançait tout le monde dans les sondages pour remplacer François Hollande avant de se faire prendre la main dans le sac des costumes offerts et des proches placés avait tout de même gardé ce dernier carré de fidèles.

Avant Fillon, Nicolas Sarkozy avait déjà pris possession de ces vues imprenables sur la tour Eiffel en 2012. Et après Fillon, c'est Eric Zemmour qui a tenté en mars 2022 de profiter de la puissance symbolique désormais allouée à ce lieu situé en pleine zone bourgeoise et conservatrice du XVI^e arrondissement de Paris. Le polémiste d'extrême droite essayait, en vain, de ramasser les restes de cette famille politique très conservatrice.

Mais il s'agit bien des héritiers du fillonnisme radical qu'on parle quand on dit «droite Trocadéro» aujourd'hui, sept ans après le fameux meeting et l'accession ratée au pouvoir. C'est en tout cas eux que désignait Edouard Philippe quand il a popularisé cette expression en 2019, voulant pointer les figures de droite qui avaient suivi le candidat jusqu'au bout, les ultras, allergiques au macronisme.

Aujourd'hui, voilà que l'incarnation la plus visible de cette droite souvent très catholique, Bruno Retailleau, responsable de la campagne de François Fillon, ancien proche du souverainiste extrême Philippe de Villiers et grand critique du «en même temps» macronien, débarque au Ministère de l'intérieur, peut-être le plus important du gouvernement à l'heure d'un Rassemblement national qui atteint des sommets électoraux. Il est suivi dans ce gouvernement par certains de ses proches comme le député Patrick Hetzel, devenu ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ou la sénatrice Laurence Garnier, figure de La Manif pour tous (contre le mariage gay) et nouvelle secrétaire d'Etat à la Consommation qui avait tout d'abord été pressentie à la Famille avant une levée de boucliers des centristes.

Cette droite traditionnelle, voire traditionaliste, est aussi libérale sur l'économie, identitaire et surtout très à cheval sur ce qu'elle appelle «les valeurs», l'autorité, la sécurité et l'ordre. Ces conservateurs tiennent aussi une ligne très dure sur l'immigration que Michel Barnier semble vouloir adopter.

Pointés ces dernières années pour leur opposition à la constitutionnalisation de l'avortement ou à l'interdiction des thérapies de conversion et de réorientation sexuelle, ils n'auront cependant pas beaucoup de sujets sociétaux à traiter dans les mois qui viennent, jusqu'à la prochaine dissolution. Tout juste peut-on se demander ce qu'il adviendra de la loi sur le suicide assisté qui devait aboutir avant les élections.

On attend donc davantage ces anciens fillonistes hardcore et tous ceux qui les accompagnent dans ce gouvernement marqué très à droite sur les sujets de la sécurité et de l'immigration, qui ont compté lors des dernières élections et qu'ils ont promis de traiter rapidement. Les débordements qui marquent nombre de manifestations en France ainsi que les faits divers sinistres qui ponctuent régulièrement l'actualité dans ce paysage politico-médiatique tendu seront également à coup sûr l'occasion pour eux de marquer une reprise en main qu'ils appellent de leurs vœux depuis sept ans, et bien davantage encore. ■

SUR NOTRE SITE

Droit international humanitaire

Les Conventions de Genève dont on célèbre le 75^e anniversaire ne doivent pas servir de poudre aux yeux, écrit l'ancien professeur Yves Sandoz: c'est bien l'échec du droit international qui fonde le succès du droit international humanitaire. Mais attention: «Si on laisse pourrir le navire du droit international, le canot de sauvetage du droit humanitaire finit lui aussi par prendre l'eau.» Le fond du problème, c'est qu'il n'y a pas eu de sanction véritable d'Israël alors que, depuis 1995, le gouvernement de ce pays se moque du droit international. La conférence que la Suisse va bientôt organiser sur la situation de ce droit international humanitaire dans les territoires occupés ne pourra pas changer grand-chose. A lire sur

www.letemps.ch/opinions